

Marseille, c'est Naples, Palerme ou Beyrouth ?

Leonardo Sciascia, le grand écrivain sicilien, spécialiste des mentalités et traits de civilisation du sud de l'Italie avait eu cette expression dans « Il giorno della civetta » (1956) : « Peut-être que toute l'Italie est en train de devenir comme la Sicile. (...) » Et bien qu'on ne parlât pas encore de réchauffement climatique : « La *ligne du palmier* ne cesse de remonter tout au long de la péninsule italienne. Elle est déjà bien au delà de Rome ». Paroles prémonitoires : il y a trente ans en effet la gangrène mafieuse avait déjà atteint les régions du nord et en particulier Milan et la Vénétie. Aujourd'hui, grâce aux louables efforts de dérégulation de l'UE, grâce à la suppression des frontières interétatiques, au laissez faire laissez passer, on doit bien reconnaître que les métastases de la « criminalità organizzata » ont prospéré bien au delà des rivages qui l'ont le mieux illustrée. Une belle success story transnationale.

Marseille était toute désignée pour tomber rapidement sous sa coupe , elle avait des prédispositions en terme de faits divers, d'histoire et de sociologie, avec des problèmes économiques, une classe politique en connexion avec « la malavita » (Guerini à Marseille, Bassolino à Naples, même combat !), des mafiosi ou des camorristi immigrés qui poursuivaient leur carrière ou qui venaient se mettre au frais, pour échapper aux pools anti-mafia, mais aussi une immigration maghrébine de masse, emmenant dans ses bagages à la fois une culture pré politique (féodale, viriliste, machiste, prédatrice, « kleptocratique » comme dit El Watan, clientélaire, rompue à l' »économie informelle », toujours El Watan, habituée à un état corrompu et absentéiste, qui ne doit exister que pour des pratiques assistantielles toujours renouvelées, ...etc...etc) et.... l'islam pour qui tendantiellement

l'état laïque est un concept incompréhensible et superfétatoire .

Naturellement personne n'a voulu considérer que l'on avait là à faire avec un cocktail humain et « civique » spécifique, de nature à rendre l'assimilation au système français et à l'Europe problématique. On ne voulait que raisonner d'après les vagues d'immigration antérieures (polonais, italiens, espagnols...etc), qui, elles, étaient porteuses d'une culture politique et d'un background civilisationnel proche de la France : à savoir une relative laïcisation du politique, des aspirations démocratiques, l'appartenance à une nation, la compréhension de ce qu'est le fonctionnement d'un état national, le B à Ba de la citoyenneté...etc. Non, il ne fallait pas voir ce qui s'annonçait avec le regroupement familial, il fallait raisonner par simple analogie – ils s'intégreront comme les autres, ce serait automatique, par le simple franchissement du sésame méditerranée, qui valait comme passeport d'entrée immédiate dans la « démocratie libérale avancée ». Et puis il ne fallait pas « désespérer » la porte d'Aix, 2^e arrondissement de Marseille. Ne pas faire de peine à toutes ces victimes de nos exactions coloniales, ce « camps des saints » qui arrivait sur nos rivages. D'ailleurs ne fallait-il pas se racheter quelque peu ?

Là dessus deux facteurs historiques supplémentaires et structurels ont constitué un frein non pas à une assimilation mais même à une relative intégration comme celle des travailleurs immigrés maghrébins des années 60. La montée de l'Islam international et de la propagande gauchiste sur les questions de l'immigration et du racisme. 1 / Il y a eu dès les années 80 la conjonction délétère de la reprise d'un islam missionnaire et conquérant à partir des monarchies du golfe. 2 / Il y a eu une machine de propagande gauchiste-mondialiste très prégnante (voir le fait inouï que le PS se dote bientôt de secrétaires nationaux comme Désir, fondateur de SOS Racisme, et Cambadélis, un strausskhanien pur sucre !), une machine

idéologique qui allait amener la France à une vision négative et pénitentielle de son histoire et d'elle-même. Qui donc présentait le pays d'adoption comme un d'anti – modèle auquel il devenait répulsif de s'assimiler ou même de tout simplement s'adapter. Le gauchisme hégémonique non seulement confortait les réflexes différentialistes et alter-identitaires mais aussi inoculait dans l'esprit de ces populations, cultivait devrait-on dire, toutes sorte de ressentiments (social, culturel, historique) contre le pays. Joli travail !

Le résultat est sous les yeux. Sur le site algerie-dz.com une blogueuse algérienne décrit ses premières impressions de voyage sous le titre « Une virée dans les quartiers arabes de Marseille » «En sillonnant les ruelles de Marseille, nous sommes tombés sur un quartier typiquement algérois. «Wach, nous sommes à Alger, c'est la place des Martyrs!», commente un confrère d'un air étonné. »(...)«C'est la rue de la Lyre à Alger», nous déclare une jeune dame, croisée sur place. Portant un hidjab moderne aux couleurs chamarrées, cette Algéroise native d'El- Biar dit qu'elle ne se sent pas du tout dépaysée. «Il n'y a que les parents qui nous manquent ici, sinon machi ghorba», remarque-t-elle le sourire en coin. » On a bien là une population qui s'est installé en stand by, sans s'intégrer ni s'assimiler (d'ailleurs sans incitation explicite à le faire de la part d'aucun pouvoir), ni vouloir revenir au Maghreb. Opportuniste, allocataire et revancharde.

Rien d'étonnant à ce que ces populations, pourtant installées à l'étranger, communient sur leurs valeurs, refluent sur leurs bases religieuses, culturelles, appréhendent la vie en commun sur le registre politico-culturel archaïque avec lequel elles entretiennent une familiarité atavique et que d'ailleurs elles transmettent à leurs enfants. C'est ainsi qu'elles entament une dérive séparatiste qui petit à petit les amène à former une « contre société », à côté du modèle républicain et du système étatique. Une société parallèle, juxtaposée à la société française et qui se constitue en pouvoir, selon la

logique des choses. Deux sociétés sur le même territoire, deux sociétés qui dans un premier temps s'ignorent. Mais qui ne tardent pas d'entrer en opposition dès qu'il s'agit pour l'état de se prévaloir de sa légitimité et de ses règles, pour ne pas laisser ce « modèle algérien » désormais solidifié par l'habitude, la tradition, l'écoute des TV satellitaires, trop déborder sur l'espace public local. On aboutit ainsi à Marseille à une véritable concurrence de pouvoirs aux objectifs diamétralement opposés.

Face à cette situation, un état velléitaire (car empêtré dans l'idéologie euro/altérophile/altermondialiste, désormais vulgate commune de toute la classe politique) ou un état en état de fuite. La gestion à courte vue, les économies de fonctionnement, le contre la montre, la démagogie, ont conduit à une désertion des ces quartiers par les forces de l'ordre. Et lorsqu'il faut malgré tout intervenir, ce ne peut être qu'avec des opérations commando, nocturnes et qui mobilisent des dizaines voire des centaines de policiers quand il ne faut pas l'appui d'hélicos ! Lesquelles opérations approfondissent la rupture avec l'état et le pays d'accueil, car ce sont de belles occasions pour la propagande, (souvenons nous des expressions : « les forces d'occupation », « les cow boy de la bac »...etc) de creuser, surcreuser le fossé entre pouvoirs, entre populations. Chaque fait divers en « quartier » est une formidable opportunité de continuer et d'approfondir une « *solidarisation de masse* » sur une base ethnique, ethno religieuse plus exactement, eu égard aux affiliations des participants. On assiste ainsi à une véritable extra-territorialisation irréversible des différents quartiers de Marseille où déjà le « monopole de la violence légitime » n'appartient plus à l'état, où les rapports de force se sont inversés au profit de « cosche » mafieuses, de micro-états pourvoyeurs de fonds pour des groupes sociaux réduits à « s'intégrer », pour survivre, à une criminalité de masse. L'objectif clairement poursuivi est de *desserrer le corset institutionnel* à la française. Dans un premier temps pour des

raisons de business, le business étant l'outil le plus opératoire dans l'immédiat. A terme, pour d'autres affirmations que l'on voit se profiler sous forme culturo/cultuelles. Il s'agit bien de se défaire (on pourrait dire de s'affranchir, et c'est là où la revendication rejoint celle de la gauche anti-nationale et européiste), se défaire donc, territoire après territoire, quartier après quartier, de la loi, de la légalité, de l'état, de la société française au sens large. Dans la perspective d'une autonomisation lente mais systématique de ces nouvelles populations. A ce titre, ne doit-on pas considérer les « jeunes » comme une « avant garde » ?

Une dérive donc par rapport à un système politique autochtone que tout le monde s'obstine à croire toujours en place alors qu'il n'est plus d'actualité depuis longtemps. Et une situation à la napolitaine ! Selon le modèle non pas de la Cosa Nostra sicilienne, très hiérarchisée, mais selon celui d'une criminalité horizontale, effervescente, polyvalente, continuellement renouvelée au fil des mises à l'ombre par la police qui se contente de faire quelques coups ponctuels, mais rien de structurel faute de volonté politique et de moyens. Une sorte d'hydre de Lerne dont on peut bien couper quelques tentacules, mais qui repousseront immédiatement après.

Oui, à Marseille c'est bien la Mafia, sous sa forme « Camorra », qui s'est emparée de bien des quartiers de la ville ! Une mafia naturellement, inévitablement en guerre contre l'état central, un état qui par idéologie antiraciste ne veut pas se rendre à cette évidence (voir les paroles de Valls) qu'il a à faire à un ennemi et un ennemi déclaré.

Et tant que cette situation ne sera vue que sous l'angle des » incivilités », du folklore « caïds » et du « social », tant qu'elle ne sera pas traduite en mots, décrite, objectivée, analysée à la lumière de tout l'apport culturel de la pensée politique italienne, de la jurisprudence italienne (pourquoi la France n'adopterait pas les lois anti-mafia italiennes ?),

tant que l'état avec ce recul théorique, ne dénoncera avec force et dans la clarté cette situation, on ne saurait aller vers la moindre solution, mais au contraire vers une dégradation constante, une histoire qui bégaye, maintenant depuis 30 ans. On ne peut soigner un patient sans identifier sa maladie ! Impossible !

Et si on fait un peu de prospective, est-on d'ailleurs sûr que le curseur va s'arrêter sur l'hypothèse napolitaine ? On connaît les affiliations de ces quartiers, leurs allégeances en progression constante (voiles, niqabs, etc). Après le « *nettoyage étatique* » (sauf pour l'accès aux guichets), ne verrons-nous pas, (la nature a horreur du vide), comme par hasard, d'autres pouvoirs s'installer explicitement sur une base identitaire, culturelle et religieuse ?

Bref, un modèle Beyrouthin. Avec une « *ligne du palmier* » qui irait bien au delà d'une pénétration de toute la société italienne ou européenne par la mafia, comme l'avait prévu Sciascia. On irait en direction d'un modèle où l'ensemble de « notre » société, en plus d'une corruption endémique et d'un illégalisme militant, serait reformaté selon ce brillant et envié laboratoire politico-religieux qu'est le pays du cèdre.

André Bordes